

La dialectique de la guerre et de la drogue en Israël

Jean-Pierre Filiu

A rebours du strict moralisme des pionniers sionistes, la société israélienne a développé différentes formes d'addiction, qui ont pris des proportions alarmantes depuis le 7 octobre 2023.

Les premières vagues d'immigrants sionistes en Palestine, au début du siècle dernier, sont souvent convaincues d'incarner une forme de supériorité occidentale sur un Orient somme toute décadent. Un tel préjugé nourrit une prévention tenace à l'encontre du haschich, produit en Syrie et au Liban, mais très populaire en Egypte, où l'interdiction du cannabis n'a fait qu'augmenter les cours, sans jamais enrayer sa consommation de masse.

La Palestine a beau n'être alors qu'un territoire de transit pour différents réseaux de trafiquants, le plus populaire des quotidiens en hébreu accuse en 1938 les nationalistes arabes de « s'adonner au haschich et à d'autres stupéfiants ». L'Etat d'Israël, dès sa fondation en 1948, institutionnalise la prohibition des stupéfiants, ce qui entraîne de vives polémiques, six ans plus tard, lors de la découverte de cannabis cultivé par de petits groupes d'immigrants venus du Maroc.

La bascule libanaise

Le triomphe israélien lors de la Guerre des Six-Jours de 1967, avec l'occupation du territoire palestinien de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de Gaza, coïncide avec la diffusion de la culture hippie dans la société israélienne. De plus en plus de jeunes, à l'issue de leur service militaire (de trois ans pour les hommes et de deux pour les femmes), choisissent de passer de longs mois en Inde, un pèlerinage très psychédélique qui tient lieu de sas vers la vie active en Israël. Une sous-culture banalisant la consommation des « drogues douces » prend progressivement racine.

L'invasion israélienne du Liban, en 1982, permet aux producteurs libanais de haschich d'accéder beaucoup plus facilement au marché israélien, où le cannabis, de moins en moins cher, gagne encore en popularité. Le volume de stupéfiants importés en Israël depuis le Liban est estimé, en 1983, à 700 tonnes de haschich et une demi-tonne d'héroïne. Une étude de 1988 considère qu'un adulte israélien sur dix serait un consommateur régulier, et un sur cent un toxicomane dépendant.

Un tel défi de santé publique s'aggrave d'une authentique vulnérabilité en termes de sécurité. La milice pro-iranienne du Hezbollah a en effet mis la main sur une bonne partie de la production de haschich et d'héroïne au Liban, les stupéfiants devenant un appât, voire une monnaie d'échange, avec des officiers israéliens ainsi compromis. En 2000, un colonel israélien à la retraite, attiré à Dubaï par la perspective d'un deal juteux, y est kidnappé pour être livré au Hezbollah à Beyrouth.

Il n'est relâché que quatre ans plus tard, et en contrepartie de la libération par Israël de 435 détenus arabes, dont de hauts cadres de la milice chiite. En 2006, c'est un colonel israélien d'active qui est condamné à douze années de prison pour trafic de drogue et espionnage au profit du Hezbollah, qui rémunérait sa collaboration en héroïne. Ce verdict retentissant marque la fin d'un quart de siècle d'ère libanaise des stupéfiants en Israël.

Des addictions en forte progression

Israël arrive en tête, en 2017, du palmarès mondial de consommation du cannabis, avec 27 % de sa population en ayant fumé au cours de l'année précédente (et 41 % des 18-25 ans). C'est significativement un politicien d'extrême droite, Moshe Feiglin, qui se distingue par ses plaidoyers les plus vibrants en faveur de la légalisation du haschich. Le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, franchit en 2019 le pas de la dépénalisation de l'usage du cannabis et de la légalisation de son usage médical.

Avec plus de 100 000 patients enregistrés par le ministère de la santé, Israël compte la plus forte proportion au monde de consommateurs de cannabis thérapeutique, dont l'Etat hébreu est par ailleurs le premier importateur mondial. Mais Israël détient aussi, depuis 2020, le triste record mondial de consommation par habitant d'opioïdes sur ordonnance, au premier rang desquels le fentanyl. Les spécialistes multiplient dès lors les mises en garde sur le risque d'une « épidémie d'opioïdes » aussi terrible qu'en Amérique du Nord.

C'est dans ce contexte que le bain de sang du 7 octobre 2023 a entraîné une hausse spectaculaire, de près de 25 %, de la consommation de stupéfiants en Israël. Selon une étude du Centre israélien sur la toxicomanie et la santé mentale, un Israélien sur quatre a augmenté sa consommation de produits addictifs, une proportion qui monte à un tiers des personnes déplacées par le conflit, et à la moitié des survivants des attaques du Hamas. Quant à la consommation de somnifères, elle a pratiquement triplé pour l'ensemble de la population.

L'armée israélienne estime que, depuis le début de son offensive contre Gaza, un tiers des 10 000 soldats traités dans ses centres de réhabilitation le sont en raison de stress post-traumatique (PTSD) ou de troubles mentaux du même ordre. Les praticiens estiment cependant que ce sont au moins 30 000 cas supplémentaires de PTSD que le système de santé devra gérer. Des drogues de synthèse, comme la MDMA-ecstasy, sont d'ores et déjà prescrites pour apaiser des centaines de victimes de PTSD.

Plus que jamais, la dialectique entre guerre et drogue pèse sur la société israélienne.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)